

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 08/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



Gravières et Matériaux rhénans- GMR

lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM
ZERC3
68220 HEGENHEIM

Références : 0258_2022_10_17_GMR_Hegenheim_VIIC PPC2022
Code AIOT : 0006700258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement Gravières et Matériaux rhénans- GMR implanté lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 HEGENHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gravières et Matériaux rhénans- GMR
- lieu dit Eichlag + Kleinfeld à HEGENHEIM ZERC3 68220 HEGENHEIM
- Code AIOT : 0006700258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est une carrière autorisée par arrêté préfectoral du 21 mai 2021 jusqu'au 25 janvier 2031. La zone d'extraction est de 2ha90ca pour une production annuelle moyenne de 45000t/an (200 000 t/an max).

L'extraction (à sec) doit être achevée au plus tard le 25 janvier 2029 et la remise en état (remblaiement au Terrain Naturel) doit être achevée le 25 juillet 2030.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les garanties financières et les mesures de bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de bruits	Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 2.6.6	/	Susceptible de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 1.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de bruits ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021. Un des points de contrôles (ZER n°5) n'a pas été contrôlé. L'exploitant a passé commande pour la réalisation de la mesure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 1.4.2														
Thème(s) : Autre, Garanties Financières														
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet														
<p>Prescriptions contrôlées : ARTICLE 1.4.2 : Montant des garanties financières</p> <p>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de la société GMR, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Période</th><th>Phasage d'exploitation concerné</th><th>Montant TTC des garanties financières (*)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2019-2024</td><td>Phases 1, 2 et 3 jusqu'au 1^{er} janvier 2024</td><td>617 279,00 €</td></tr> <tr> <td>2024-2029</td><td>Phases 3, 4, et 5 1^{er} janvier 2024 - 1^{er} janvier 2029</td><td>298 525,00 €</td></tr> <tr> <td>2029-2031</td><td>Phase 6 1^{er} janvier 2029 - 1^{er} janvier 2031</td><td>238 989,00 €</td></tr> </tbody> </table> <p>(*) - prise en compte d'un indice TP base 2010 de 109,5 (octobre 2020), soit un indice TP01 raccordé (coefficient de raccordement de 6,5345) de : 715,53 - taux de TVA de 20 %, - soit coefficient α de $(1,20/1,196) \times (715,53/616,50) = 1,165$</p> <p>ARTICLE 1.4.5 Actualisation des garanties financières L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du</p>			Période	Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (*)	2019-2024	Phases 1, 2 et 3 jusqu'au 1 ^{er} janvier 2024	617 279,00 €	2024-2029	Phases 3, 4, et 5 1 ^{er} janvier 2024 - 1 ^{er} janvier 2029	298 525,00 €	2029-2031	Phase 6 1 ^{er} janvier 2029 - 1 ^{er} janvier 2031	238 989,00 €
Période	Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (*)												
2019-2024	Phases 1, 2 et 3 jusqu'au 1 ^{er} janvier 2024	617 279,00 €												
2024-2029	Phases 3, 4, et 5 1 ^{er} janvier 2024 - 1 ^{er} janvier 2029	298 525,00 €												
2029-2031	Phase 6 1 ^{er} janvier 2029 - 1 ^{er} janvier 2031	238 989,00 €												

<p>préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; • sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> * de Groupama Assurance Crédit & Caution du 14 avril 2022 * pour la période du 25 janvier 2019 au 1er janvier 2024 * pour un montant de 617 279 € <p>Il a été constaté que l'indice TP01 a augmenté de plus de 15 % par rapport à l'indice utilisé pour le calcul du montant cautionné (l'indice TP01 publié le 17 juin 2022 est de 126,6, soit une augmentation de 15,6 % environ).</p> <p>Il est rappelé qu'il convient que l'exploitant transmette une mise à jour de ses garanties financières avant le 18 décembre 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Mesures de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2021, article 2.6.6	
Thème(s) : Autre, Periodicité et points de mesures de bruits	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 2.6.6 : Surveillance des niveaux sonores</p> <p>La fréquence des mesures est tri-annuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les 5 points en limite de site ; - au niveau des 4 ZER (numérotés de 2 à 5). <p>Une mesure de contrôle sera réalisée la première année au droit de la maison enclavée pour vérifier l'efficacité du merlon de 5 mètres mis en place. Le résultat de cette mesure sera transmis à l'inspection.</p>	
Point	Localisation
Limite de site 1	En limite Ouest de la carrière
Limite de site 2 - ZER 2	Premières habitations de Hégenheim, à environ 70 m au Sud de la carrière
Limite de site 3 - ZER 3	Au niveau de la maison isolée au centre de la zone d'exploitation, en dehors des limites d'autorisation
Limite de site 4 - ZER 4	Premières habitations de Bourgfelden, à environ 80 m au Nord-Est de la limite d'autorisation de la gravière
Limite de site 5 - ZER 5	Habitations et commerces à environ 230 m au Nord de la carrière sur la commune de Hésingue

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle.

Si, à l'issue de deux (2) campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection ou communiqués sur simple demande.

Plan annexé à l'AP :

Constats : L'exploitant a remis 2 rapports de contrôles acoustiques :

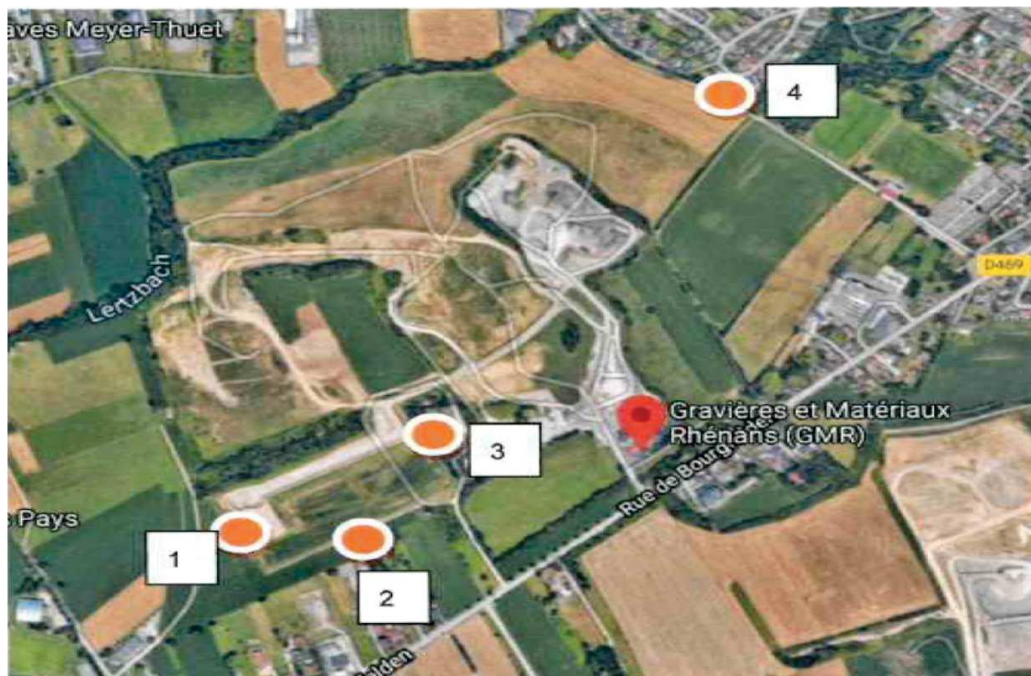
* Rapport APAVE n°2230698 du 14/01/2022 pour une mesure acoustiques réalisée le 13/01/2022,

* Rapport DEKRA n°11864284/2001 pour des mesures acoustiques réalisées le 21/09/2020

Le rapport APAVE (2022) concerne une mesure faite sur un point, correspondant au point 3



Le rapport DEKRA de 2020 ne concerne que 4 points



Un point de contrôle n'a pas été contrôlé (point 5 selon l'annexe 6).

Il a été constaté que les résultats des mesures réalisées sur les points contrôlés ne dépassent pas les valeurs limites réglementaires (art.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2022).

Observations : L'exploitant a transmis par courriel du 15 novembre 2022, un devis du 14/11/2022

(n°A134779916.1) de l'Apave pour des mesures à réaliser sur l'ensemble des 5 points et dans un délai de 12 semaines.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet